

Entretien avec Martine Blanc-Montmayer, directrice de la Bibliothèque publique d'information de 1993 à 2001

11 janvier 2007

Thierry Grognet,
directeur de la Bpi,

Françoise Gaudet,
chef du service Études et recherche de la Bpi

Thierry Grognet Martine, tu me permettras de continuer à te tutoyer dans le cadre de cette interview. C'est l'habitude que nous avons prise dans des fonctions que nous avons occupées, l'un et l'autre, toi, lorsque tu as quitté la Bibliothèque publique d'information, dont tu as assuré la direction pendant huit ans, je crois, pour devenir conseillère pour le Livre et la lecture, pour la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, et moi-même, quand j'étais responsable du suivi des bibliothèques territoriales, à la Direction du livre et de la lecture.

Peut-être pourrais-tu nous dire, pour commencer, dans quelles circonstances tu as été nommée à la direction de la Bpi, comment tu as trouvé l'établissement à ton arrivée, l'image qu'il avait à ton avis, puisque, auparavant, tu dirigeais la bibliothèque municipale classée de Valence, tu avais une idée de ce que représentait la Bpi dans le paysage de la lecture publique en France. Peux-tu aussi nous dire ce que tu as entrepris de faire, justement, à la fois pour la bibliothèque sur place et pour son rôle d'établissement au service du réseau français ?

Martine Blanc-Montmayer Comme bibliothécaire s'occupant d'une bibliothèque municipale classée intéressante mais relativement modeste, un peu éloignée de l'administration centrale, j'ai été surprise quand, en décembre 1992, Dominique Arotⁱ, au séminaire de Poitiers, m'a annoncé : « Il va y avoir des changements à la tête de la direction de la Bpi. Est-ce que tu accepterais éventuellement d'en prendre la direction ? » Cela faisait neuf ans que j'étais à Valence. Dans ma carrière, j'ai changé de poste environ tous les huit ou neuf ans. C'était donc le bon moment. Simplement, je n'avais jamais imaginé de prendre la direction de la Bpi, pour plusieurs raisons. Depuis toujours, j'étais attachée au développement de la lecture publique je dirais au sein de son réseau naturel, les collectivités territoriales. J'en avais suivi les évolutions, en ayant eu la chance de commencer ma carrière à Massy. C'était déjà un établissement pilote. J'ai pu profiter là d'une formation hors pair de la part de l'équipe de l'époque, entre Jacqueline Gascuel, Annie Bethery, Cecil Guitart, Marie-Christine de Navacelleⁱⁱ. Mais j'ai eu très vite envie de quitter ce cocon, puisque, dès 1977, j'avais l'idée de diriger un établissement en tenant compte de ce que j'avais appris.

Je suis allée ainsi à la BDP [bibliothèque départementale de prêt] du Val d'Oise. À l'époque, les BDP étaient encore des services extérieurs

de l'État. J'ai pu faire mes armes dans la direction d'une petite équipe. Les BDP, alors, n'avaient pas beaucoup d'argent. Mais je dois dire que j'en garde un très bon souvenir : c'est intéressant, quand on est encore jeune, de se rôder aux principes de direction en voyant ce qui marche, et ce qui ne marche pas !

Pour ce poste de direction de la Bpi, j'ai fait la liste des « pour » et des « contre ». Cela s'équivalait à peu près, dans la mesure où, dans les « contre », était le fait qu'il s'agissait une grosse structure et à Paris, et dans les « pour », que c'était un poste très convoité, très honorifique. C'était aussi l'occasion de pouvoir essayer de répondre à des questions que je m'étais toujours posées, en particulier, quel rôle peut avoir la Bibliothèque publique d'information dans le développement de la lecture publique, maintenant que dix-huit ans s'étaient passés depuis sa création.

Je connaissais de l'histoire de la Bpi ce que tout le monde peut en connaître, mais je ne savais rien du contexte du Centre Pompidou. Je ne connaissais absolument pas le fonctionnement d'un établissement public administratif, ni le contexte institutionnel dans lequel je suis arrivée. Je ne savais pas qu'il y avait un grave contexte de crise entre la DLL [Direction du livre et de la lecture] et la direction du Centre, et que la nomination du remplaçant de Jacques Bourgain [le précédent directeur] posait des problèmes. Donc, j'étais un peu naïve...

Une fois que j'ai eu dit « oui », il y a eu trois mois d'aller-retour (qui m'ont mis la puce à l'oreille) d'entretiens avec Dominique Bozoⁱⁱⁱ qui m'a envoyée voir Germain Viatte, Daniel Soutif, Laurent Bayle^{iv}, sans que je sache très bien ce qu'il fallait que j'aie vu. J'ai compris pourtant que le Centre n'était pas d'accord sur ma nomination. C'est le cabinet de Jack Lang, lors de sa quasi-dernière semaine d'existence, qui a tranché en décidant que c'était moi qui serai à la direction de la Bpi à mon avis, un peu sur un coup de poker.

Me voici donc arrivée, un matin d'avril. Il n'y avait plus de directeur à la Bpi depuis janvier. Il y avait, par exemple, des problèmes de signature, l'établissement public de la Bpi ne vivait plus normalement depuis janvier. Le premier souvenir que j'ai et que je ne pourrais jamais oublier, c'est, qu'après discussion, on a décidé de me faire entrer par la grande porte ; on est passé ensuite par la petite porte grise qui donnait accès aux bureaux. Au fur et à mesure de mon passage, dans ce couloir, je voyais des têtes émerger des bureaux paysagers. Je suis arrivée au bureau du fond avec toute cette haie de têtes, qui me semblaient très nombreuses. Je n'oublierai jamais ce passage dans un silence extraordinaire. Les regards de tout le monde suivaient la nouvelle directrice qui gagnait son bureau.

Ajoutons, même si c'est anecdotique, mais moins anecdotique qu'il n'y paraît, que j'étais la première directrice femme de cet établissement.

Thierry Grognet Et la seule à ce jour !

Martine Blanc-Montmayeur Oui ; c'était aussi en soi un motif d'étonnement. J'ai gagné le bureau où j'ai trouvé les membres de l'équipe de direction de la Bpi qui ont entrepris de m'informer des problèmes. Ce n'était pas des problèmes institutionnels, à cette époque. Ce qui m'a été dit pendant trois heures, c'était des problèmes

de mal-être lié à cette interruption (sans direction), aux dossiers non-aboutis, aux problèmes de paiement de factures, etc.

Huit jours après, ce fut l'enterrement de Dominique Bozo, ma première manifestation officielle avec l'ensemble des gens du Centre. C'était donc une arrivée tumultueuse. Puis, on s'est mis à travailler. Quel était le travail à l'époque ? Avant toute chose, gérer le quotidien de l'établissement mais, en même temps, entrer en plein dans les travaux du Centre, la grande préoccupation du moment. Je pense que cela a été absolument passionnant. Le Centre était en pleine restructuration, restructuration pensée par Dominique Bozo puis par François Barré et par Jean-Jacques Aillagon^v. La volonté de ces trois présidents successifs était de faire du Centre Pompidou une entité dans laquelle le président serait autre chose que « le président d'un conglomérat ». Il devait être réellement le président du Centre et toutes les composantes du Centre devaient avoir leur place dans cet ensemble unitaire - chacun des trois présidents ayant exprimé cette idée d'une manière un petit peu différente.

Dans ce Centre, il y avait deux électrons libres : l'IRCAM [Institut de Recherche et Coordination Acoustique/Musique], qu'il n'était pas très gênant de considérer comme un électron libre, compte tenu de son caractère excentré, au moins physiquement, et de son rôle extrêmement pointu. Un électron libre plus encombrant, en termes de public, de mètres carrés, de structures, était cette bibliothèque encyclopédique, ouverte à tous, drainant environ la moitié du public du Centre mais avec des usages complètement différents de ceux des autres visiteurs du Centre. Les autres départements du Centre, le musée ou les manifestations, même s'il y a un public fidèle, accueillent surtout un public varié, aux activités souvent ponctuelles. Le public de la bibliothèque est plutôt un public assidu, un public d'habitues.

Dès la création du Centre, la question qui a préoccupé les présidents a été : « Comment la Bpi peut-elle être intégrée au Centre ? » Jean-Pierre Seguin l'a très bien exprimé dans son livre *Comment est née la Bpi*^{vi}. La Bpi a été conçue dès le départ comme une bibliothèque indépendante au sein du Centre, sans qu'il n'y ait jamais eu, pendant quinze ou seize ans, en dehors d'une réflexion de structure et de logistique, une réflexion sur la question : « La Bpi fait-elle partie du Centre ? »

C'est une question qui a été récurrente pendant ces huit ans avec une volonté, pas toujours négative, souvent positive même, des présidents du Centre. Ils se demandaient : « Qu'est-ce que cela veut dire pour la Bpi de faire partie du Centre ? » tandis que les bibliothécaires, tout en considérant la Bpi comme la gloire du Centre, estimaient qu'elle n'avait pas forcément besoin de faire allégeance au Centre.

Deux conceptions opposées qui n'ont pas facilité mon dialogue avec le personnel de la Bpi ! Mais j'ai trouvé très intéressant d'essayer de régler ce problème. J'ai à peu près réussi à le régler avec le Centre, mais malheureusement, à mon avis, pas suffisamment avec le personnel de la Bpi.

La position de Dominique Bozo était que la bibliothèque devait devenir simplement une grande bibliothèque d'art. La mort de Dominique Bozo a mis fin à cette politique qui, donc, n'était pas une vraie politique d'intégration de la Bpi dans le Centre. Si on allait au bout de la réflexion, on supprimait la Bpi et on donnait une place

beaucoup plus grande à la documentation du Musée d'art moderne en en faisant une bibliothèque d'art.

Les deux autres présidents, François Barré et Jean-Jacques Aillagon, n'avaient pas la même politique. Tous deux voulaient conserver la Bibliothèque publique d'information, mais le premier en réduisant ses espaces de lecture. La vraie réflexion sur la Bibliothèque publique d'information et son intégration en tant que bibliothèque s'est faite à partir du moment où Jean-Jacques Aillagon est arrivé. Il voulait arriver à faire un vrai Centre dans lequel le Musée avait sa place en tant que musée mais n'avait pas forcément une place prioritaire. C'est lui qui a mené à bien la réforme du statut du Centre.

Voilà le contexte institutionnel qui a mis six ou sept ans à se concrétiser, avec des difficultés. Dans ce contexte également, en même temps, on devait définir les travaux. La grande difficulté pour la bibliothèque était que les travaux avaient été décidés fin 1989, début 1990. L'enveloppe qui avait été définie correspondait à la fois à des travaux techniques très importants pour faire correspondre le bâtiment aux nouvelles normes de sécurité, et des travaux de réaménagement global de l'ensemble pour agrandir le musée, et remettre aux normes tous les locaux d'animation. Et c'est tout. C'est important de dire : « C'est tout », parce que ces travaux, demandés au Premier ministre par le Centre, étaient demandés pour l'établissement public administratif du Centre, et non pas pour l'établissement public administratif de la Bpi.

Il serait intéressant de savoir si la Direction du livre et de la lecture de l'époque – les années quatre-vingt dix – en avait eu vent, et comment la question avait été débattue au sein du cabinet du ministère de la Culture. Il serait intéressant de savoir si on avait, dès le départ, considéré la restructuration de l'établissement public administratif et si, au sein du ministère, quelqu'un avait posé la question de la Bpi. En l'occurrence, à Matignon, il n'a pas été question de la Bibliothèque publique d'information.

Donc, on se trouvait, pour nos travaux, dans une situation de dépendance financière absolue au Centre. La chance a été que Jean-Jacques Aillagon, qui voulait une restructuration complète du Centre dans un projet global, n'a jamais mis en doute la nécessité de faire des travaux à la Bpi. Sinon, sa conception d'ensemble s'effondrait, puisqu'il voulait faire un centre unitaire sous la véritable direction d'un président du Centre, avec des objectifs communs. J'étais d'accord avec cette conception. Le personnel, non : il y voyait la perte de son autonomie.

Par expérience - après la Bpi j'ai travaillé au sein des DRAC [Directions régionales des affaires culturelles], je n'ai jamais cru aux électrons libres. J'y crois de moins en moins. Toutes les structures qui veulent continuer à vivre de manière autonome sont condamnées au dépérissement. La culture est, d'une part et avant tout, un ensemble de relations : c'est le concept même de la culture, qui ne peut pas se définir comme un élément isolé. D'autre part, les ressources diminuent, et le contexte de mondialisation, celui aussi des révolutions technologiques font que l'électron libre n'existe plus. C'est une conviction que j'avais avant d'arriver. Elle n'a cessé de s'accroître pendant la période des travaux. Elle s'est encore accrue, si c'était possible, dans mon travail actuel.

Chercher à faire un Centre qui ne soit pas qu'une juxtaposition, je

trouvais cela très intéressant. Après l'assurance donnée par Jean-Jacques Aillagon qu'il y aurait un peu d'argent à dépenser pour la Bpi, on s'est aperçu qu'il n'y avait pas moins modulable que la structure soit disant transformable du Centre. Les travaux étaient très compliqués à réaliser. La réflexion que nous avions à mener en interne sur l'aménagement des espaces dévolus à la Bpi a changé tous les six mois, car la stabilisation définitive de ces espaces n'a été effective que juste avant le lancement des travaux. Il y a eu une querelle d'espace très mal vécue par le personnel de la Bpi, qui a toujours considéré que les travaux avaient réduit les espaces de la bibliothèque. Si l'on fait des études de mètres carrés, pures et dures, en tenant compte des espaces d'animation propres à la Bpi, c'est oui ; si l'on considère les mètres carrés consacrés purement à la bibliothèque, c'est non. Mais ce sont des statistiques, qu'on peut lire d'une manière ou d'une autre.

Cela m'ennuyait de contrarier le personnel en acceptant la suppression des espaces d'animation propres à la Bpi, mais, dans la politique d'une animation globale du Centre dans lequel la Bpi devait avoir sa place, intellectuellement, j'étais pour. On ne pouvait pas, d'une part, avoir des animations du Centre dans les espaces du Centre, et d'autre part, des animations de la Bpi dans les espaces de la Bpi, en bénéficiant, de temps en temps, du prêt de la grande salle.

Jean-Jacques Aillagon voulait arriver à mettre sur pied une animation globale du Centre, où chaque participant aurait sa place. Je comprenais cette logique, j'étais même d'accord avec elle parce que, en tout cas, c'était une logique. À mon avis, c'était une chance pour la Bpi de prendre sa place au sein d'une animation globale, sans recourir à ses espaces propres.

A partir du moment où l'on fait une politique commune, les espaces d'animation sont conçus en commun. Il faut voir aussi - ce qui n'a pas arrangé les choses - que les finances du Centre, comme toutes les finances publiques, n'avaient pas suivi l'inflation. Il a été décidé que la Bibliothèque publique d'information, comme le Musée, comme l'IRCAM, et comme le service du Développement culturel, devait contribuer, au prorata de son utilisation, aux dépenses de ces espaces communs, grande révolution ! On devait donc payer, annuellement, une redevance au Centre pour les salles en location.

C'était pour la Bpi une grande nouveauté : Jean-Jacques Aillagon a exigé qu'au budget de la Bpi soit rattachées les dépenses faites par le Centre pour la bibliothèque : cela représentait l'équivalent du budget de la Bpi. L'innovation, là encore, n'a pas été comprise par le personnel. Pourtant, à partir du moment où l'on fait de la comptabilité analytique, cela me semble indispensable de dire que la Bibliothèque publique d'information coûte tant dans le budget du ministère de la Culture : tant, comme établissement public administratif et tant, en frais de structures supportés par le Centre.

Parallèlement, il y avait l'installation à Brantôme^{vii}, ainsi que le choc du choix d'une entrée indépendante. L'entrée indépendante était obligatoire à partir du moment où le Centre avait décidé que l'escalator serait payant. Le Centre avait pris cette décision en constatant qu'un million de visiteurs s'y pressaient. La plupart des voyageurs, dans leurs forfaits « Visite de Paris », inscrivaient le Centre Pompidou. Cela consistait pour les touristes à monter sur la coursive, voir la vue, prendre des photos et redescendre. Il y avait donc un million de recettes qui échappait au Centre, puisque l'entrée

de la cursive était gratuite.

À partir du moment (argument encore incompris du personnel) où le Centre décidait de récupérer de l'argent sur ce million de visiteurs - sincèrement, on ne peut pas lui en vouloir - il était évident que nous, pour que la bibliothèque reste gratuite, nous étions obligés d'accepter une entrée indépendante. Cela a été un drame, qui a eu des conséquences. Mais, soit l'entrée était indépendante, soit elle était payante ; et je dois dire qu'entre les deux, mon choix a été rapidement fait.

Après il y a eu, dans ces travaux, le choix de l'architecte. C'est Jean-François Bodin qui l'a emporté, cela a été une chance pour nous. Je lui ai donné comme objectifs de maintenir, voire d'augmenter le nombre de places ; d'améliorer le confort des places assises, et d'une manière générale, le confort des usagers, y compris en insérant une cafétéria dans la bibliothèque ; et enfin de donner, dès l'entrée, un visage de bibliothèque de lecture publique à l'établissement. Ces choix étaient assez contraignants, compte tenu du nombre de mètres carrés disponibles.

Améliorer le confort des places de lecture avait pour contrepartie que la place occupée par les tables et les chaises était considérablement augmentée. Les tables avaient presque doublé de surface, les places assises, de ce fait, aussi. Évidemment, les étagères ont été resserrées. Après maintes discussions, on est arrivé à cette implantation de tables qui semblaient, sur les plans, disposées en grande batterie. Je me disais alors : « Soit cela aura l'allure d'un cimetière, soit celle d'un jardin à la française. » Le résultat est plutôt un jardin à la française. Mais il est vrai qu'à l'époque, la vision sur plan faisait douter. Ce sont des plans très ingrats, à cause de cet alignement de tables et d'étagères plus serrées. Il fallait jouer sur la décoration intérieure, sur les lumières, sur l'éclairage des étagères, sur les postes informatiques. Tout cela a été mené à bien. Ce n'était pas gagné d'avance. Le résultat obtenu a été le maximum de ce qui pouvait être fait dans les locaux dont nous disposions.

En interne, nous avions à assurer la permanence du service tout en effectuant le déménagement à Brantôme.

Il va sans dire que si, dans le cadre d'une interview, on est amené à dire « je », tout ce travail de réflexion concernait un grand nombre de personnes et particulièrement l'équipe de direction, et, au sein de cette équipe, mon adjointe, que je voudrais remercier.

Thierry Grognet C'était une belle aventure, la Bpi Brantôme, la Bpi hors les murs !

Martine Blanc-Montmayeur Jean-Jacques Aillagon a trouvé le local. Il en a payé la location. Cela a coûté très cher J'ai essayé de dire à Jean-Sébastien Dupuit^{viii}, à plusieurs reprises, qu'il fallait que la DLL en paye une partie. Cela mettait la Bpi dans des situations très difficiles de dépendre, pour tous les travaux (y compris la bibliothèque hors les murs), de l'unique volonté financière du Centre. La réponse de Jean Sébastien Dupuit a été : « De toute façon, c'est l'argent du ministère de la Culture. Cela ne change pas grand chose qu'on enlève une ligne pour la remettre ailleurs, puisque c'est le pot commun. » C'est une réelle sagesse de gestionnaire à partir du moment où l'on considère la masse du budget de la Culture. Mais je continue de

penser que, compte tenu du fonctionnement du ministère de la Culture, du difficile partenariat entre les différents services du ministère de la Culture, ce qui était vrai en termes comptables n'était pas forcément vrai en termes symboliques.

Jean-Jacques Aillagon a donc décidé de louer le sous-sol de Brantôme. Il nous en a donné la plus grande partie. Ce sous-sol a fait très peur au personnel qui ne voulait pas quitter les murs, avec une appréhension cultivée par certains. Ils pensaient : « Si on sort, on ne rentrera pas. » Ils avaient des inquiétudes sur beaucoup de choses injustifiées, mais qu'on peut comprendre, à partir du moment où la direction des travaux était imposée par le Centre.

Que fait-on avec une équipe qui résiste au changement ? Selon le bon manuel de cours de formation au changement, on essaye de mobiliser tout le monde pendant un certain temps. Au bout d'un moment, on continue avec ceux qui veulent, et on laisse malheureusement au bord de la route ceux qui ne veulent pas. Quand on a un projet à mener, il faut s'appuyer sur ceux qui veulent marcher. J'ai été obligée d'abandonner une partie de l'équipe au moment des travaux, ce que je regrette, bien sûr, d'autant que, dans les gens qu'on a abandonnés, il y avait des intelligences lumineuses qui nous auraient été très utiles dans la réflexion.

Je suis quelqu'un de relativement empirique. Il y avait des choses à faire et à partir du moment où j'avais des oppositions très musclées, je ne pouvais pas faire avec ceux qui s'opposaient. De plus, parmi eux il y avait non seulement des gens qui ne voulaient pas, mais encore ceux qui agissaient contre. La situation a été pénible pour ceux qui voulaient marcher, et pénible aussi pour les gens qui ne voulaient pas marcher. Des crève-cœur.

J'ai l'air d'être critique en disant cela, mais j'ai compris la douleur des gens de la Bpi. Je l'ai comprise réellement, de l'intérieur. Je ne la partageais pas ; je pensais qu'intellectuellement, elle n'était pas justifiée ; je pensais que, à partir du moment où les choses sont faites et qu'on n'a pas le choix, il vaut mieux que cela marche, plutôt que cela ne marche pas. Mais j'ai respecté cette douleur. Parfois, je me dis que je l'ai peut-être trop respectée. J'aurais peut-être dû, par exemple, quand le service des Imprimés a dit : « Nous, on reste dans le Centre », faire preuve d'autorité et dire que les Imprimés devaient quitter le Centre pour rejoindre le reste du personnel. Intellectuellement, je pensais qu'ils avaient tort, mais, en tant que personne, j'ai respecté cela. Je tiens à le dire parce que je ne suis pas sûre que tout le monde ait eu conscience de cela. J'ai laissé faire. Je n'ai pas pu les empêcher d'être malheureux, mais j'ai essayé de respecter leur douleur. Du coup, je n'ai pas lutté non plus d'une manière très énergique contre les gens qui empêchaient que cela se fasse de manière convenable. Je tiens à le dire parce que c'est un changement qui a été très douloureux pour le personnel. Tous les quatre ou cinq ans, j'ai suivi des stages sur la gestion du changement. Il y a des boîtes à outils, mais que fait-on contre la souffrance ? Et spécialement contre celle d'un nombre important de gens ? En plus, dans une période de travaux, on n'a pas le temps de passer sa vie à régler des problèmes qui, de toute façon, ne sont pas réglables.

Thierry Grognet Il y a eu cette douleur. Mais la Bpi hors les murs, c'était aussi un travail considérable sur les collections et la ré-

informatisation.

Martine Blanc-Montmayeur Il était important de dire cette douleur. Il y a eu plein de choses extraordinaires dans ce changement, oui. L'organisation de Brantôme nous a permis, d'abord, de tester les capacités d'organisation de la bibliothèque. On a fait quatre tests : le regroupement des postes multimédias, celui des périodiques par discipline, ainsi que celui des usuels, et entrepris une formation très importante pour la remise à niveau de toutes les catégories de personnel, dans toutes les disciplines, sur tous les outils existants, papier et électroniques. Cela s'est très bien passé, grâce à la mobilisation de nombreux formateurs au sein même du personnel. Le test a été assez concluant sur le regroupement des places de multimédia. On a donc décidé de reprendre l'idée dès le retour dans le bâtiment. Il a été concluant pour les périodiques, mais pas pour les usuels (donc, on ne l'a pas retenu). La formation, je pense, a été bénéfique à tous.

Tous les bibliothécaires de la Bpi peuvent aussi se reconvertir en organisateurs de déménagement ! Les trois cent cinquante mille livres ont été déménagés deux fois, une fois pour en extraire quatre-vingt mille, puisqu'on avait décidé qu'on n'allait transporter à Brantôme que les cinq dernières années d'acquisition des collections ; une fois pour tout réintégrer, le tout dans des laps de temps record. Les dons d'organisation de l'ensemble du personnel ont toujours été remarquables, y compris pour l'organisation de l'accueil du public. Tout le monde a donné sa mesure de manière extraordinaire.

Il y a eu de bons moments pendant la période des travaux, je pense en particulier à l'animation hors les murs. Jean-Jacques Aillagon avait installé un tipi sur la place. J'ai un merveilleux souvenir sous le tipi, celui de la lecture du roman *Les Trois mousquetaires* dans son entier à l'occasion de Lire en fête. Ce sont les lecteurs de la Bpi qui lisaient à voix haute. On a fait un peu de décorum : Gérard Depardieu a lu les premières pages, Jean-Jacques Aillagon a continué, et après les lecteurs ont enchaîné. Pourquoi *Les Trois mousquetaires* ? On aurait pu lire *Les Misérables*, mais le texte était trop long pour être lu en trois jours, de 10h du matin à 22h. Cela a été un très bon moment. Les débats qui ont eu lieu sous le tipi ont continué, si bien qu'il y a eu une accoutumance du public à venir dans ce Centre hors les murs, et à le trouver très intéressant.

Il y a eu aussi à cette époque une réflexion sur la division des collections en secteurs et sur le sort de l'audiovisuel. Je rappelle que la règle, dans l'ancienne Bpi, était que les supports n'avaient pas de sens en tant que tels. Ils étaient donc mélangés à l'ensemble des documents. Je continue à considérer, maintenant, que ce n'est pas si simple que cela. On ne peut pas supprimer la notion de support de la notion de public. On ne peut pas dire que tous les supports systématiquement attirent obligatoirement le même public, ou que le format n'a pas d'importance sur le public. Cela me semble une aberration, même si ce n'est pas la tendance actuelle.

À l'époque, il était déjà difficile de faire passer cette idée. On me disait qu'à l'heure où l'ensemble des bibliothèques refaisait des secteurs multi-supports, je revenais à une séparation par support. J'ai répondu que, de toute façon, on changeait tous les dix ans dans les bibliothèques et que j'étais plutôt en avance, de nouveau, sur cette

réflexion. Toutes les enquêtes montraient que la collection de films documentaires était sous-utilisée. On a estimé que cela ne pouvait pas être pire et, en les réunissant, on donnait un caractère de collection à un fonds qui n'en avait pas. Une collection de films documentaires, ce sont effectivement des supports documentaires par discipline, mais aussi une collection de films qui a son sens en soi, j'en suis intimement persuadée. On a donc décidé de créer un secteur audiovisuel.

Dans le même cadre, la réflexion a porté sur le désir de donner dès l'entrée dans la bibliothèque une image de la Bpi comme bibliothèque de lecture publique. Ceci pour essayer d'élargir le public de la bibliothèque au-delà des étudiants, si c'était possible, d'autant que, à ce moment, s'ouvraient le Haut de jardin de la Bibliothèque nationale de France. L'idée était de donner résolument une image douce en plaçant à l'entrée la cafétéria, la salle de presse avec des chauffeuses, le coin formatheque qui réunissait le laboratoire de langues et la logitheque, et le coin télévisions du monde. La bibliothèque offrait ainsi une image de services, et non pas une image de collections.

C'est à peu près ce qu'on a fait, en prévoyant qu'il faudrait gérer les problèmes de public que cela allait générer. C'était important d'y penser, et cela a à peu près marché.

Tout au long de ces trois ans, des groupes de travail ont réfléchi sur l'évolution du service public, la logitheque, la formatheque, les collections, la rédaction d'une nouvelle politique d'acquisition. Ces groupes de travail ont réuni soixante-dix à quatre-vingts personnes.

Et le fleuron a été la ré-informatisation. Elle s'est faite sur le budget, les ressources propres de la Bpi. Le groupe de travail qui l'a réalisée, sous la houlette du chef de service informatique, très uni et parfaitement respectueux des décisions que je prenais, a accompli une tâche surhumaine. Cela représente pour moi une période de joie et de grâce. Il a fallu que je persuade les gens qui avaient des inquiétudes sur l'achèvement du travail. Les délais étaient courts, et, de temps en temps, concrètement, il y avait des difficultés. Mais nous ne mettions pas au point un prototype. Le système informatique que nous utilisions était sûr. La direction du Livre, elle aussi, était inquiète, mais je n'ai pas eu peur une seule seconde que cela ne soit pas prêt le jour de la réouverture. Je voyais les gens travailler, je savais qu'ils étaient motivés, qu'on avait fait les choix qui devaient être faits. L'équipe technique était excellente, celle des chefs de service, hors pair. Je pense, là, avoir réussi à transmettre ma confiance à l'équipe. Jean-Jacques Aillagon avait confiance, lui aussi. Pour moi, c'est un beau souvenir.

Thierry Grognet Tu es restée très attachée à la lecture publique.

Martine Blanc-Montmayer À la Bpi, je me suis continuellement efforcée, d'abord, à faire en sorte que, la Bibliothèque publique d'information soit un élément constitutif du Centre, ensuite à définir quelle place elle occupait dans le réseau de la lecture publique.

J'ai fait, dans ce domaine aussi, des tentatives naïves. J'ai demandé à la BnF [Bibliothèque nationale de France] que la Bpi soit un pôle associé. J'ai obtenu une réponse négative : la Bpi n'étant pas, par principe, un lieu de conservation, elle ne pouvait pas être pôle associé. Je me réjouis de voir qu'il y a un projet de pôle associé sur l'actualité,

sept ou huit ans après mon départ. Mais, à l'époque, ce n'était pas possible.

J'ai pensé ensuite que la Bpi pouvait faire partie du réseau des bibliothèques des grandes villes. Mais non, notre statut n'était pas municipal. Très vite, j'ai donc considéré que le statut particulier de la bibliothèque, contrairement là encore, et je m'en excuse, à la conviction du personnel, était devenu, à cause de l'essor de la lecture publique dans son ensemble, un frein à son intégration dans un réseau. La France étant un pays abominablement administratif, on ne travaille malheureusement dans un premier temps qu'avec des gens qui font partie du même réseau institutionnel. Le statut d'établissement public administratif a pour belle particularité d'isoler le dit établissement. Le mot « autonome » s'opposait à la notion de réseau. On me répétait que la Bpi est un modèle et, effectivement, le mot autonome convient bien au rôle de modèle. Sauf que nous ne sommes plus à l'âge des modèles. La lecture publique s'est développée dans toute la France. De nombreuses caractéristiques de la Bpi ont été reprises, notamment l'offre de places assises. Cela m'amuse de voir que la dernière enquête du Crédoc^{ix} découvre que les gens passent du temps dans les bibliothèques. À l'époque, quand je disais aux collègues de la lecture publique qu'il fallait des places assises, la réponse était : « Nous faisons du prêt, donc il n'y a pas besoin de places assises. » Le modèle de la Bpi montre qu'à partir du moment où il y a des places assises, des gens viennent et restent. La bibliothèque devient un lieu convivial. L'enquête du Crédoc a rendu manifeste ce qu'un certain nombre d'entre nous a vécu, mais il y a encore des réticences du côté des bibliothécaires de la lecture publique.

La Bpi a été un modèle aussi en raison de son espace qui a été longtemps l'un des plus grands parmi les bibliothèques. Mais les travaux de la Bpi ont coïncidé dans le temps avec la construction des BMVR [bibliothèques municipales à vocation régionale]. Brusquement, on a vu se construire des bibliothèques d'importance égale, voire supérieure en mètres carrés à la Bpi.

Une caractéristique, essentielle, de la Bpi, n'a malheureusement pas fait beaucoup de petits. Il s'agit de l'amplitude des heures d'ouverture.

Thierry Grognet La Bibliothèque publique d'information, de son côté, s'est largement inspirée de modèles étrangers, l'un à Berlin, l'autre à New-York. D'autres partenariats, au fil du temps, se sont noués. Pourrais-tu nous expliquer la conception que tu en avais et quels sont les projets que tu as menés à bien pendant ton mandat ?

Martine Blanc-Montmayeur La Bibliothèque publique d'information a toujours eu une image prestigieuse pour nos collègues étrangers, à mon avis pour deux raisons : d'abord, à cause de l'importance de l'espace qu'elle occupe et de sa fréquentation - son public reste le plus nombreux des bibliothèques. Ensuite, son libre accès, qui n'est pas courant dans tous les pays développés, ses heures d'ouverture et son implantation au sein d'un centre culturel unique au monde, à ce jour. Et nos relations internationales aussi sont facilitées par la permanence à ce poste de la responsable de ce service. On est là dans un réseau. C'est bien qu'il y ait une personne qui ait des liens, souvent même très amicaux avec un ensemble de partenaires, aidés par l'IFLA [International Federation of Library Associations and Institutions]. Là

aussi, ce sont les mêmes personnes qui travaillent depuis de nombreuses années.

Nous avons noué un partenariat par convention avec le ministère des Affaires étrangères qui a contribué au développement du niveau international de la bibliothèque. Nous avons mis à la disposition des centres culturels français à l'étranger une personne qualifiée. Cela a beaucoup aidé à faire des liens avec l'ensemble des centres culturels. Cela nous a surtout permis de développer un certain nombre de séminaires à l'étranger, en liaison avec les centres culturels français, en sortant du simple lien bibliothèque/bibliothèque. Je n'ai là que des bons souvenirs. Je citerai, entre autres, le souvenir d'un séminaire organisé à l'ambassade de France de Moscou, qui a permis aux bibliothécaires russes de faire une séance de dynamique de groupe entre elles. J'en garde un souvenir ébloui avec, en plus, un émerveillement pour ces femmes. Cela se passait deux ou trois ans après l'écroulement de l'URSS, à une période où il n'y avait plus d'argent dans les bibliothèques. Je me rappelle qu'une bibliothèque avait été complètement remise à neuf. Sa responsable était un peu « bibliothécaire à la française », c'est-à-dire qu'elle attendait un budget qui n'arrivait pas. Cette bibliothèque ne pouvait donc pas ouvrir, faute de ce budget. Deux autres bibliothécaires, du même âge que la première, arrivaient, elles, à maintenir ouvert en organisant des consultations juridiques (l'une d'elles était juriste) et des cours de couture payants. La débrouillardise russe est admirable, la reine de la débrouillardise étant Ekaterina Guenieva^x.

La Bpi a développé aussi une politique de stage et d'accueil plus poussée qu'auparavant. J'ai loué un studio du Centre à l'année, pour pratiquer des échanges avec des directeurs, mais aussi avec des gens de la bibliothèque, et pas forcément toujours des chefs de service. Le but était qu'il y ait un dialogue et donc des liens de relations personnelles, mais aussi des liens d'organisation de séminaires et d'interventions extérieures.

Après la réouverture, considérant l'ensemble de la lecture publique en France, on a organisé un voyage pour montrer aux collègues étrangers avec lesquels on avait le plus de relations, cinq BMVR, plus une petite. On a voyagé en car et visité sept villes de France – je pense qu'ils en ont de bons souvenirs. C'est aussi, à mon avis, le rôle de la Bpi. Ce rôle international se construit dans le temps avec son réseau de relations et ses échanges professionnels, mais je trouve très important aussi d'organiser des séminaires à l'étranger. Cela se passe bien quand, sur place, il y a un correspondant. L'idéal est que le correspondant soit le centre culturel. C'est là l'intérêt de la convention avec le MAE [ministère des Affaires étrangères].

La Bpi a réussi à créer ce rôle international, sans avoir les atouts de la BnF, parce qu'elle a joué, pour le coup, l'image de l'établissement. Elle n'a pas fait d'institutionnel mais de « l'inter-institutionnel » en passant cette convention avec le MAE. C'est une avancée définitive qui a permis de sortir du cadre strict établissement/établissement. Je trouve cela très intéressant.

Thierry Grognet Ce sont de bons souvenirs, mais tu as dû prendre aussi des décisions parfois difficiles...

Martine Blanc-Montmayeur Oui, j'en arrive aux politiques

d'évaluation. J'ai essayé de faire des politiques d'évaluation dans beaucoup de domaines. Elles ont conduit à penser qu'on pouvait fermer complètement la salle d'actualité des enfants, dans la mesure où le rapport coût/nombre d'enfants était contraire à une bonne gestion des deniers de l'État. On pouvait aussi fermer le service de la banque d'images, elle aussi contraire à une bonne gestion et arrêter pendant un temps les expérimentations « électrons libres » dans les services. À l'âge de la mondialisation et des nouvelles technologies, on ne peut plus faire d'expérimentations à l'intérieur d'un petit service on ne le peut même plus, à l'échelle d'un pays, puisqu'on en est à faire la bibliothèque virtuelle européenne. Je pense que j'avais raison ; j'étais juste peut-être un peu en avance pour faire passer ces idées, pourtant issues d'évaluations très sérieuses faites sur le public.

Pour le public, il y avait premièrement ce qui fâche. Le nombre des usagers était estimé à douze mille personnes par jour. Le problème est qu'on comptait les passages sans se rendre compte que les toilettes étaient hors du compteur, et que les usagers qui sortaient pour aller aux toilettes étaient comptés plusieurs fois. Compte tenu du temps de présence (trois heures en moyenne), il était évident que le public de la Bpi atteignait au mieux un tiers de moins, au pire, deux fois moins. J'ai donc essayé, petit à petit, de communiquer des chiffres plus vraisemblables, et là encore, je me suis heurtée à l'incompréhension du personnel de la Bpi. Mais il est difficile de faire passer une chose qui relève du bon sens quand elle touche l'une des fiertés des personnes concernées.

Ce public était une arme de la Bpi vis-à-vis du Centre puisque c'est la bibliothèque qui accueille le public le plus nombreux. Mais cette arme est à double tranchant. Dans une enquête réalisée du temps de la présidence de Dominique Bozo, on demandait aux personnes qui sortaient du Centre : « Où êtes-vous allé aujourd'hui ? » 75% des personnes qui répondaient qu'elles étaient allées à la Bpi n'étaient allées qu'à la Bpi. Dans cette période de climat tendu, le Centre en concluait que dix mille personnes par jour n'allaient qu'à la Bpi et se demandait : « Que fait la Bpi pour le Centre ? »

Les enquêtes faites par la suite ont été plus fines. La question a été posée autrement : « Où êtes-vous allé aujourd'hui et où êtes-vous allé d'autres jours ? » Et là, miraculeusement, les choses changeaient. C'était exactement l'inverse. Il n'y avait plus que 25% du public de la Bpi qui n'était jamais allé qu'à la Bpi. Ce qui ressort ainsi de toutes les enquêtes dès qu'on interroge le public, c'est, premièrement que le public dit rarement Bpi. Il dit Beaubourg et dans ce Beaubourg, 75% du public de la Bpi va dans d'autres départements, évidemment pas le même jour cela aussi, c'est du bon sens. Quand on a travaillé pendant trois heures dans une bibliothèque, penser qu'on aura l'idée miraculeuse en sortant d'aller voir une expo est une vue de l'esprit. Ce sont des démarches différentes.

Ces enquêtes ont fait évoluer l'avis du Centre sur la place occupée par la Bpi dans le Centre. Ce fameux public, dit captif, n'était pas si captif que cela. Il profitait aux autres espaces du Centre, mais pas dans le même temps matériel que sa venue à la Bpi. La Bpi fait donc vraiment partie du Centre dans la mesure où 75% de son public participe à des activités du Centre.

Subsiste le problème de la file d'attente. Ce problème avait empoisonné l'année 1992 avec l'exposition Matisse. Les gens qui

voulaient aller voir l'exposition s'engluaient dans la file d'attente de la Bpi. Les gens ne comprenaient plus rien à ces deux files d'attente, il aurait fallu gérer la file Matisse et la file Bpi. Le Centre aurait ainsi perdu des entrées à l'exposition.

On se trouve là, non pas devant un problème de volonté politique, mais devant un problème de masse. Comment fait-on pour différencier deux files d'attente, l'une faite de gens qui savent (parce que c'est un public fidèle) qu'ils vont rester trois heures à la Bpi, et l'autre d'un public qui vient au Centre pour un horaire précis et qui, effectivement, manque le début de son film, parce qu'il n'a pas prévu une heure et demie d'attente ? Tel quel, c'est un problème insoluble.

On a fait des essais qui, avec le recul, me semblent amusants. Les études avaient montré que les gens attendent en moyenne une heure et demie avant d'entrer à la Bpi. On a essayé de distribuer des tickets pour une entrée dans la bibliothèque une heure et demie plus tard. À ce stade, le problème paraissait simple, comme un problème de remplissage de baignoire. L'ennui, c'est que lorsqu'on essaye de traduire en tickets le remplissage de la bibliothèque avec un temps d'attente d'une heure et demie, cela ne marche pas. On a passé la période des travaux à essayer de régler ce problème sans aucun succès. Autrement dit, le remplissage de l'eau d'une baignoire ne doit pas réellement correspondre au remplissage des gens dans une bibliothèque !

J'avais trouvé une idée au Vatican. Malheureusement, le local du Centre s'y prête moins. Au Vatican, il y a une heure et demie d'attente avant d'accéder à la Chapelle Sixtine. Mais, pendant cette heure et demie, on circule. On passe par tous les couloirs secrets, les derrières de poutre... On voit soudain une file de l'autre côté d'une barrière. On se rend seulement compte alors qu'on y était une demi-heure avant... Mais on n'a pas de sensation d'attente, parce qu'on avance. Je me suis dit que la solution était de faire tourner les gens trois fois autour du Centre. Ainsi, ils avanceront et n'attendront jamais. Mais je n'ai pas osé proposer cela, il est vrai que l'architecture du Vatican se prête davantage à la déambulation...

J'avais dit à Jean-Jacques Aillagon que, comme il voulait que la Bpi fasse partie du Centre (et je le voulais aussi), il n'était pas question que l'entrée de la Bpi se fasse autrement que par la piazza. C'était une image symbolique : l'entrée du Centre se fait par la piazza. Mais, en raison des problèmes de file d'attente, j'ai cédé pour le samedi, dimanche et jours fériés. Le personnel de la Bpi, toujours un peu pessimiste, a dit que cela ne tiendrait pas. En l'occurrence, il avait raison : je crois que l'entrée par la rue du Renard a été réalisée huit jours après mon départ, mais j'ai fait ce que j'ai pu le temps que j'étais là, avec l'accord de J.-J. Aillagon. Je regrette bien évidemment que l'entrée principale de la Bpi, au moins en semaine, ne se fasse pas par la piazza, parce que c'était un symbole fort.

Toutes les études, tous les témoignages montrent que le public de la Bpi se considère comme un public du Centre. Donc la crispation du Centre, qui se produit de temps en temps au sujet de la perception des publics, n'a pas lieu d'être.

On a pu réaliser un très joli film sur les habitués de la Bpi. Dans ce film, qui n'a rien de scientifique, il y a de très belles choses sur la culture en tant que telle. Des gens qui ont, dans la majorité des cas, un certain nombre de problèmes sinon, ils ne pourraient pas passer la

journée entière à la Bpi, portent témoignage de ce que représente la culture pour eux. C'est un mode de vie. Ils ont tous l'impression que le service public, la gratuité sont des chances. Ils ont pour Beaubourg tout entier de la reconnaissance sans soumission.

Quand on a des doutes sur l'utilité de la culture, c'est bien de revoir ce film, parce que pour ce public, il n'y a pas de doute. La présence de la Bpi et du Centre tel qu'il est les aide à vivre, grâce à cette dimension collective, à cet univers. L'enjeu du Centre sera toujours à défendre parce qu'on vit malheureusement dans un monde où la technicité devient première. C'est tellement bien dit par le public quand on l'interroge sur cette question d'un même lieu pour tout. Même si on ne profite pas de tout, disent-ils, on sait qu'il y a une image d'ensemble de la création culturelle, une image d'ensemble de la diffusion qui est donnée. C'est l'image que veut le public. Mais elle n'est, malheureusement, plus à la mode dans un monde culturel qui exige un silence parfait dès qu'il y a une conférence, des cimaises parfaites, une technicité parfaite des planchers de danse, etc.

C'est un enjeu qui sera à défendre dans les années à venir. Si on oublie ce côté offre merveilleuse, que le public ressent, on va se trouver en proie aux différents acteurs culturels qui, eux, veulent toujours plus de particularité. Il y a là un divorce entre les acteurs du monde culturel et le public, on le voit dans d'autres domaines, en dehors du Centre Pompidou. Le Centre doit être conservé dans cette optique, même si cela ne facilite pas la gestion des problèmes au quotidien.

Thierry Grognet A propos des publics, peut-être est-ce que tu pourrais nous raconter ce que tu as fait pour améliorer l'accueil ?

Martine Blanc-Montmayeur Quand je suis arrivée, la Bpi avait perdu quarante-cinq postes. Ce manque de personnel posait un grave problème pour les heures d'ouverture. L'unique manière de le régler était d'augmenter les heures passées par le personnel à l'accueil du public. C'est une politique que le personnel a acceptée parce qu'on parlait d'une réalité qui posait des problèmes à tout le monde.

J'assurais moi aussi des permanences, en tant que responsable, sinon régulièrement, du moins assez souvent, les soirées et parfois le week-end. Les soirées sont différentes des week-ends. Pendant les week-ends, il n'y a pas beaucoup de responsables présents dans le Centre. Quand vous êtes là, c'est assez impressionnant d'être ainsi chargé du bien-être de quelques dix mille personnes. En semaine, ce n'est pas pareil. S'il y a un problème, on appelle quelqu'un de la direction, mais, le soir ou le week-end, on est comme responsable d'un bateau. On est le maître à bord, même s'il y a tous les agents du Centre qui ont un rôle si important, ne l'oublions pas. Je circulais en regardant tous ces gens extraordinairement studieux, les groupes, les communautés qui s'installent. Je regrette infiniment qu'on n'ait pas trouvé un biais pour pouvoir faire des études sur les communautés à l'intérieur de la Bpi. C'est évident qu'il y a des communautés qui se retrouvent, des communautés de jeunes filles maghrébines, des communautés africaines, etc. À partir du moment où c'est un lieu de vie, il est évident que les gens se retrouvent en communautés.

La Bpi connaît la vie d'une petite ville dix heures par jour, avec des gens qui restent là trois heures en moyenne. Lorsqu'on circule, on se

rend compte que les gens qui viennent souvent prennent la même place. Ils ont toutes sortes d'habitudes, et cela s'étale sur toute la journée. C'est comme une gigantesque maison à surveiller. Quand la Bpi se vide le soir, vers 22 h, c'est un moment de grâce. Il y a des gens qui partent gentiment, ceux dont le rituel est d'être toujours les derniers. Les rituels d'arrivée sont un peu plus tumultueux, parce qu'il y a ce problème de file d'attente, mais les rituels de départ sont très apaisants.

Une idée fausse, qui continue à sévir aussi à la BnF, est que les collections ne sont pas consultées. Qu'elles soient consultées comme elles devraient l'être, c'est un vœu de bibliothécaire. Mais que les gens ne consultent pas les livres de la Bpi, c'est faux. Il n'y a qu'à voir le nombre de documents qu'on range tous les matins et, à 22 h, le nombre de livres qui restent sur les tables. Quand on les feuillète, on a l'impression d'être très indiscret ; on surprend des bouts de vie, on rentre dans l'intimité des gens en prenant connaissance des livres qu'ils ont laissés. Ce sont des moments inoubliables, des moments de partage intellectuel.

Dans la vie, il y a les gens qui acceptent d'aller dans les bibliothèques et ceux qui n'acceptent pas. Les gens qui vont en bibliothèque acceptent ainsi de partager leur savoir en y laissant des traces infinitésimales, les livres qu'ils empruntent, les livres qu'ils laissent, les livres qu'ils cherchent, les renseignements qu'ils demandent. Ils acceptent aussi de consulter ces documents à côté d'autres personnes qu'ils ne connaissent pas forcément et qui liront autre chose.

Croire à la disparition des bibliothèques, ce serait croire à la disparition de ce besoin des gens de partager, même de manière ténue, le fait qu'on participe d'un savoir humain. Si l'on est dans une société où il n'y a plus que de l'individualisme, où chacun veut garder son savoir par devers soi, les bibliothèques disparaîtront. Les gens se contenteront de récupérer leurs recherches sur Internet. Mais elles resteront si demeure ce besoin de partager de la manière, à la limite, la moins contraignante possible, puisqu'on n'est pas obligé de partager verbalement, mais contraignante quand même, parce qu'on est obligé d'être assis à côté de quelqu'un qui ne regarde pas la même chose, de toucher des livres que d'autres ont touchés. On sent tout cela dans les bibliothèques, toute cette chaîne de savoir accumulé depuis les origines, puisque la bibliothèque est encyclopédique.

Il est faux de dire que la Bpi jette tout. Les classiques sont toujours là. Il y a tous les lecteurs de toutes les œuvres essentielles de l'esprit depuis que le monde est monde, qui les lisent ensemble et ce n'est pas pareil de lire ensemble physiquement. Le physique n'est pas le virtuel. Il faut accepter de se coltiner la chaise qui grince du voisin, le tic de celui d'en face, les bavardages parfois un peu trop élevés, la circulation des silhouettes. Une bibliothèque, c'est physique. Une bibliothèque virtuelle n'est pas une bibliothèque, enfin, si... Mais ce n'est pas la même chose. Une bibliothèque physique, c'est un partage où l'on accepte réellement, par la présence de son corps, de partager des connaissances avec les autres. C'est pour cela que je ne crois pas à la disparition des bibliothèques. Je pense que le public aura toujours besoin de ce partage ou alors il n'y aura pas que les bibliothèques qui disparaîtront. La terre aussi disparaîtra. L'homme a toujours voulu laisser des traces collectives de son passage. Les bibliothèques sont l'une des traces collectives qui restent encore. Nous devons cultiver

cette trace collective.

- ⁱ Dominique Arot, Conservateur des bibliothèques, alors en poste à la DLL
- ⁱⁱ Jacqueline Gascuel a dirigé la bibliothèque publique de Massy depuis sa création comme bibliothèque d'application de l'ENSB [École nationale supérieure des bibliothèques]. Annie Bethery était alors responsable de la salle d'études et de la formation au CAFB [certificat d'aptitude aux fonctions de bibliothécaire], Marie-Christine de Navacelle dirigeait le service de la lecture adultes et Cecil Guitart la discothèque.
- ⁱⁱⁱ Dominique Bozo (1935-1993). Conservateur des musées de France, président du Centre Pompidou de 1991 à 1993.
- ^{iv} Respectivement directeur du MNAM, directeur du département du Développement culturel et directeur de l'IRCAM en 1992.
- ^v François Barré, président du Centre Pompidou de 1993 à 1996 ; Jean-Jacques Aillagon, président du Centre Pompidou de 1996 à 2002
- ^{vi} Jean-Pierre Seguin, fondateur de la Bpi a raconté la création de la bibliothèque dans son ouvrage, *Comment est née la Bpi : invention de la médiathèque*, paru aux éditions de la Bibliothèque publique d'information Centre Pompidou, en 1987.
- ^{vii} Pendant la période des travaux, la Bpi a continué à accueillir ses usagers dans des locaux provisoires, situés dans le quartier de l'Horloge, rue Brantôme.
- ^{viii} Jean-Sébastien Dupuit, directeur du Livre et de la lecture de 1993 à 2003
- ^{ix} Étude publiée sous le titre : *Les bibliothèques municipales en France après le tournant Internet* / Bruno MARESCA, Bpi-Centre Georges Pompidou, 2007 (Collection Études et recherche)
- ^x Ekaterina Guenieva, responsable de la Bibliothèque des littératures étrangères de Moscou.